

Immigration - Appel à la manifestation du 30 janvier contre l'état d'urgence et la déchéance de nationalité : La République ne se fera pas sans nous et encore moins contre nous !

mardi 19 janvier 2016, par [Associations de l'immigration](#), [FALDI](#) (Date de rédaction antérieure : 15 janvier 2016).

Appel du FALDI à la Manifestation

30 Janvier 2016 - 14h30

Place de la République

Pour :

- La levée Immédiate de l'état d'urgence et de l'état d'exception permanent ;
- Abandon de la constitutionalisation de l'état d'urgence et de la déchéance de nationalité ;
- Arrêt de la répression et de la stigmatisation des manifestant-e-s et militant-e-s des mouvements sociaux, des migrant-e-s, des musulman-e-s ou supposé-e-s l'être, des quartiers populaires ;
- Respect de la liberté de manifester, de se réunir et de s'exprimer ;
- Non à toutes les discriminations et tous les racismes.

Déclaration des associations membres du FALDI

LA REPUBLIQUE NE SE FERA PAS SANS NOUS ET ENCORE MOINS CONTRE NOUS !

Le projet gouvernemental de constitutionnalisation de l'état d'urgence et de la déchéance de la nationalité pour les binationaux proposé pour approbation par le Congrès du Parlement est en contradiction avec les valeurs et principes sur lesquels se fondent la république et, en particulier, tous les combats citoyens dans ce pays : liberté, égalité, fraternité.

Les attentats lâches et ignobles de janvier et novembre 2015, que nous condamnons sans réserves, ont traumatisé tous les Français comme les immigrés, car chacun avait compris que les auteurs comme les commanditaires de ces crimes odieux voulaient tout autant terroriser que porter un coup aux fondements du vivre ensemble en France. Un vivre ensemble déjà fortement malmené, notamment dans les quartiers populaires, par le chômage endémique, l'exclusion sociale, les discriminations et la relégation territoriale.

Il y a, bien sûr, celles et ceux qui se sont massivement mobilisés dans la rue et les places publiques

pour dénoncer ces attentats. Il y a également celles et ceux, souvent anonymes, dans les quartiers populaires et les cités, jeunes et moins jeunes, qui, au quotidien, mènent un travail de terrain pour garder la tête haute et sauver ce qui peut l'être dans ces territoires lourdement marqués par la relégation. C'est sur tous ceux-là - acteurs de la société civile, démocrates, progressistes et, plus largement, républicains... - qu'il faut s'appuyer pour résister et contrecarrer les objectifs des terroristes.

Pourtant !

Non content d'affirmer haut et fort que la France « est en guerre » contre le terrorisme avec comme seule option des bombardements qui n'épargnent pas les populations en Syrie ou en Irak, au risque même de les pousser encore plus vers les mouvements terroristes alors que la bataille contre le terrorisme doit intégrer et s'appuyer principalement sur les peuples de la région qui sont les seuls susceptibles d'inverser le rapport de force sur le terrain. On ne gagne jamais une guerre sans l'approbation et la participation des peuples concernés !

Non content, également, de prolonger l'état d'urgence pour plusieurs mois et même d'en constitutionaliser le principe avec toutes les atteintes aux libertés, à la démocratie, que l'on sait et au mépris de l'Etat de droit.

Voilà que les plus hautes autorités de l'Etat n'ont rien trouvé de mieux à offrir au pays que de reprendre à leur compte les exigences de l'extrême-droite, et en arrivent à désigner une composante de la société, les musulmans et les Arabes en l'occurrence, pourtant citoyens français, comme une population potentiellement à risque, qu'il faut surveiller. Car le projet de constitutionnaliser la déchéance de la nationalité pour les binationaux, dont la portée n'est que symbolique, et l'efficacité concernant la lutte contre le terrorisme pour le moins nulle, n'a eu pour seul effet tangible que d'entretenir un dangereux amalgame : hier les immigrés, les Arabes, les musulmans, aujourd'hui les binationaux.

Que le projet soit ou non approuvé et voté par le Parlement, il ne faut pas se voiler la face : LE MAL EST DEJA FAIT !

Et il faudra du temps et des efforts considérables pour remonter la pente.

Même si le gouvernement de MM. Hollande et Valls prétend - sondages à l'appui - répondre à une attente « pressante » du peuple, il reste, à nos yeux, et traînera à coup sûr longtemps, cette image du pompier-pyromane. Car cette proposition, comme d'ailleurs l'ensemble du dispositif sécuritaire envisagé par le gouvernement, non seulement mettent à mal les libertés et l'Etat de droit, mais sont porteurs aussi de dangers dont on ne mesure pas encore les conséquences pour tous, Français ou immigrés. Surtout dans un contexte où les courants identitaires, nationalistes et d'extrême-droite, en France comme en Europe, se font de plus en plus agressifs. Et les récents événements d'Ajaccio, de même que les multiples manifestations xénophobes, ne sont pas pour nous rassurer. Nous avons encore en mémoire les manifestations anti-arabes, les ratonnades et les assassinats des années 1970.

La sécurité de tous et les libertés sont bien évidemment mises à mal par les terroristes et les attentats. Et l'Etat est tout à fait dans son rôle lorsqu'il met en œuvre tous les moyens que lui accorde le droit pour lutter contre les auteurs de ces attentats : poursuivre et démanteler les réseaux qui les soutiennent et tout faire pour prévenir de nouveaux attentats. Mais nous refusons que les migrants, les réfugiés, les musulmans, les Arabes ou les binationaux servent de boucs émissaires à des fins politiciennes.

N'oublions pas que les libertés, la sécurité et plus largement la démocratie sont mises à mal par les résultats des dernières élections régionales, tant par l'abstention massive que par les résultats de l'extrême-droite.

Et justement la bataille contre le terrorisme comme la bataille pour la citoyenneté et la démocratie passent par la redynamisation et la remobilisation des citoyens, notamment dans les quartiers populaires trop longtemps délaissés et ignorés. Le droit de vote des immigrés, l'une des promesses oubliées du candidat Hollande, participe de cette redynamisation citoyenne et démocratique.

Or les mesures sécuritaires envisagées par le gouvernement (constitutionnalisation de l'état d'urgence et de la déchéance de la nationalité) sont à mille lieux de favoriser cette redynamisation citoyenne : la république mérite mieux !

La gauche au pouvoir va-t-elle, une fois encore, pour des raisons politiciennes et électoralistes, jeter aux oubliettes ses valeurs fondamentales et continuer à tourner le dos aux quartiers et aux couches populaires ?

Et pourtant, n'en déplaise à certains, la république ne se fera pas sans nous - et encore moins contre nous !

Paris le 15 Janvier 2016

Forum des Associations de Luites Démocratiques de l'Immigration

c/o ATMF - 10, rue Affre - 75018 - Paris

Les premiers signataires :

- APEL-Egalité Association
- Association des citoyens originaires de Turquie - ACORT
- Association démocratique des Tunisiens en France - ADTF
- Association des familles des prisonniers et disparus sahraouis - AFAPREDESA
- Association des Marocains en France - AMF
- Association des travailleurs maghrébins en France - ATMF
- Association des Tunisiens en France - ATF
- Association 26-07 « Mêmes droits pour toutes et pour tous »
- Collectif algérien en France « Agir pour le changement et la démocratie en Algérie » - ACDA
- Comité pour le développement et le patrimoine-Palestine - CDP
- Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie - CRLDHT
- Fédération des Tunisiens citoyens des deux rives - FTCT
- Femmes en Luth citoyennes à part entière
- Femmes plurielles

- Forum Palestine citoyenneté - FPC
 - Immigration Démocratie Développement - IDD
 - Manifeste des libertés
 - Réseau Euro-Maghrébin Citoyenneté et Culture - REMCC
 - Union des travailleurs immigrés tunisiens - UTIT
-